

CFAO COTE D'IVOIRE

Siège Social : Immeuble AGENCE CENTRALE
Carrefour du CHU de Treichville
01 BP 2114 ABIDJAN 01
Tel : 21 75 11 60

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 31 MAI 2000

EXERCICE 1999

SOMMAIRE

□	<i>RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i>	
▪	Activité d'ensemble	2 - 4
▪	Evènements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice	5
▪	Résultat – Affectations	6
▪	Nomination de Commissaires aux comptes	7
▪	Renouvellement du mandat d'administrateurs	7
▪	Conventions visées aux articles 438 à 448 de l'acte uniforme de l'OHADA	7
▪	Modification des statuts	8
□	<i>RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</i>	10 - 11
□	<i>RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES</i>	12 - 13
□	<i>ETATS FINANCIERS DE CFAO COTE D'IVOIRE</i>	
▪	Bilan	14 - 17
▪	Compte Résultat d'exploitation	18 - 21
▪	Tableau de répartition des bénéfices	22
□	<i>RESOLUTIONS</i>	23

RAPPORT

DU

CONSEIL D'ADMINISTRATION

CFAO COTE D'IVOIRE

Société Anonyme avec Conseil d'Administration
au Capital de FCFA 5 563 960 000

Siège Social Immeuble CENTRAL MOTORS

Carrefour du CHU de Treichville

01 B.P. 2114 - ABIDJAN 01

R.C. 11362 ABIDJAN

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 MAI 2000

Messieurs,

*Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire
conformément à la loi et aux statuts pour vous rendre compte des
activités de votre société et vous soumettre les résultats de l'exercice
clos le 31 Décembre 1999.*

ACTIVITE D'ENSEMBLE

L'année 1999 a été marquée par une dégradation progressive de l'environnement économique en Côte d'Ivoire et une forte augmentation du yen et du dollar par rapport à l'euro et au FCFA.

Cette détérioration du climat des affaires s'est retrouvée au niveau de l'activité de CFAO CI : alors que le chiffre d'affaires du premier semestre était stable par rapport à 1998, le chiffre d'affaires annuel ressort lui à 41 384 054 575 FCFA, en baisse de 7,71 % par rapport à l'exercice précédent.

En dépit de cette baisse, le résultat d'exploitation est lui en forte hausse, à 3.021.257.251 FCFA contre 1.769.431.817 FCFA pour 1998, soit une progression de 70,7 %.

L'amélioration de nos taux de marge, la maîtrise de nos charges et du risque clients sont les principales raisons de cette embellie.

Cette forte progression de notre résultat d'exploitation se retrouve tant au niveau de notre résultat net qui ressort à 1.002.980.226 FCFA (soit une augmentation de 378 % par rapport à N-1) que de notre Capacité d'Autofinancement qui passe de 418 957 275 FCFA à 1 419 774 085 FCFA.

Une analyse par département est décrite ci-dessous.

	CA		%	MARGE		%
	1999	1998		1999	1998	
CENTRAL MOTORS	14 084 707	15 491 703	- 9,08	3 268 166	3 775 415	- 13,44
CICA	10 624 928	9 942 121	+ 6,87	2 042 895	1 487 339	+ 37,35
ELECTRO-HALL	1 926 896	2 012 246	- 4,25	642 261	541 359	+ 18,64
LIFT-TEL	2 964 839	2 974 733	-0,33	1 384 471	1 130 389	+ 22,48
QUALITEV	5 218 371	7 686 473	-32,11	439 669	670 645	- 34,44

CENTRAL MOTORS a confirmé en 1999 sa position de leader du marché automobile ivoirien acquise en 1998.

La hausse du Yen au cours du second semestre a en revanche pénalisé la marge réalisée sur les véhicules (en particulier camions campagne café-cacao).

L'activité SAV s'est maintenue et la location de véhicules a continué à progresser (+12,9 % par rapport à 1998).

CICA AUTO a bénéficié en 1999 des premiers effets de l'assainissement entrepris depuis 1997. Le chiffre d'affaires de l'activité augmente ainsi de 6,8 % par rapport à 1998 et surtout la marge progresse de 37,3 %.

Cette amélioration a touché à la fois les ventes de véhicules et le SAV (tant pour ISUZU que pour CITROEN).

La situation est en revanche restée très difficile sur les ventes de matériel agricole et industriel où nous avons poursuivi l'assainissement de nos stocks.

Cette embellie de l'activité de CICA valide aussi la stratégie de délocalisation de l'activité CITROEN sur le Boulevard de Marseille et nous incite à faire de même pour l'ensemble de la CICA en 2000.

ELECTRO-HALL a confirmé sur 1999 sa position de leader sur le marché de la bureautique. L'accent mis depuis 1997 sur le SAV commence à porter ses fruits puisque le taux de marge est passé de 26,9 à 33,3 % entre 1998 et 1999.

Les autres activités (Electro Ménager, TV et Hifi) ont en revanche pâti d'une fraude de plus en plus importante et d'une concurrence de plus en plus vive de la part du secteur informel.

LIFT-TEL a réalisé sur 1999 de bonnes performances, essentiellement grâce aux activités ascenseurs et radiocommunication (respectivement + 14,5% et +114 % au niveau de la marge par rapport à 1998).

La fraude, la contrefaçon et des problèmes d'approvisionnement ont pénalisé l'activité de **QUALITEX** en 1999 (-32,2% en CA et -34,5 % en marge par rapport à 1998), en particulier sur le 2^{ème} semestre.

Les agences de l'**INTERIEUR** ont quasiment maintenu leur volume d'affaires, mais l'environnement monétaire et un mix produit plus défavorable (augmentation des volumes en pneus et 2roues à marge plus faible) expliquent la dégradation du taux de marge.

REALISATIONS AUTOMOBILES

(12 mois)

	1998	1999	ECART EN %
VENTES TOTALES EN CI	7292	7307	+ 0,21
Tourisme	349	409	+ 17,19
Utilitaire	724	621	- 14,23
TOTAL MITSUBISHI	1073	1030	- 4
CICA AUTO			
Tourisme	329	266	- 19,15
Utilitaire	302	416	+ 37,75
TOTAL CITROEN ISUZU	631	682	+ 8,1
TOTAL CFAO CI	1704	1712	+ 0,47
Taux de pénétration sur Marché C.I.			
MITSUBISHI	14,71	14,09	- 4,21
CITROEN-ISUZU	08,65	9,33	+ 7,86
TOTAL CFAO CI	23,36	23,42	+0,26
Part des véhicules japonais dans le marché C.I.	43,40	41,44	- 4,52
Taux de pénétration sur véhicules japonais			
MITSUBISHI	31,37	33,12	+ 5,58
ISUZU	10,87	9,91	- 8,83
TOTAL CFAO CI	41,64	43,03	+ 3,34

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A la faiblesse du prix des principales matières premières s'ajoute l'incertitude **politique** qui prévaut depuis la fin de 1999.

Ces éléments pèsent bien évidemment sur les investissements et pénalisent donc l'ensemble de nos activités.

Dans ce contexte, la priorité de CFAO CI sera de privilégier toujours davantage le service à notre clientèle et de trouver des relais de croissance.

Depuis le début de l'année, cette stratégie s'est concrétisée par :

- L'ouverture d'un service rapide chez CENTRAL MOTORS (Quick Service) qui devrait permettre à MITSUBISHI de conforter sa position de leader du marché.
- L'ouverture d'une nouvelle agence à DALOA, plus moderne et plus fonctionnelle qui confirme notre volonté de mieux servir notre clientèle de l'intérieur.
- Le rachat de l'activité câblage et réseau de CONNECT AFRIC qui permet désormais de proposer des solutions globales en matière de téléphonie.
- La délocalisation de CICA AUTO sur le Bd de Marseille qui sera effective d'ici fin mai et qui nous permettra de nous rapprocher des autres concessionnaires automobiles.

RESULTAT – AFFECTATIONS

Nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes normes et les mêmes méthodes que les années précédentes.

Après dotations de 482.354.269 au compte d'amortissement et de provisions, le bilan que nous vous présentons fait ressortir un bénéfice net de 1.002.980.226 F après 507.630.900 F d'impôt sur le résultat.

Le bénéfice distribuable s'établit comme suit :

- Bénéfice de l'exercice	1 002 980 226
- Report à nouveau bénéficiaire	<u>683 608 351</u>
- Bénéfice disponible	1 686 588 577
- Réserve légale	<u>100 298 023</u>
- Bénéfice distribuable	1 586 290 554
- Dividendes	556 396 000
A reporter à nouveau	1 029 894 554

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes tels qu'ils vous ont été présentés et proposons de distribuer un dividende global brut de 556 396 000 FCFA, ce qui fera apparaître au bilan un compte report à nouveau de 1 029 894 554 FCFA.

Si cette proposition est acceptée, il reviendra à chacune des 1 112 792 actions composant le capital social à la date du 31 décembre 1999 un dividende brut de 500 F soit après déduction de l'IRVM, un dividende net de 450 Fcfa.

Nous proposons que ces dividendes soient mis en paiement à la diligence de la Direction Générale au 15 juillet 2000.

PROPOSITION DE MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil propose de modifier l'article 1 alinéa 1 des Statuts de la manière suivante :

« Article premier – Forme :

Il est formé par les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société anonyme à Conseil d'Administration régie **par l'acte** uniforme OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'**intérêt** économique, les lois et règlements en vigueur en République de Côte d'Ivoire **et par** les présents statuts ».

PERSONNEL

	31/12/98	31/12/99
DIRECTION		
Ivoiriens	2	2
Etrangers non africains	8	9
CADRES		
Ivoiriens	26	27
Africains non ivoiriens	1	1
Etrangers non africains	18	16
MAITRISES		
Ivoiriens	90	92
Africains non ivoiriens	2	2
Etrangers non africains	3	3
EMPLOYES ET OUVRIERS QUALIFIES		
Ivoiriens	126	141
Africains non ivoiriens	6	7
Etrangers non africains		
EMPLOYES NON QUALIFIES ET MANOEUVRES		
Ivoiriens	110	128
Africains non ivoiriens		6
Etrangers non africains		
TOTAUX	392	434
TOTAL		
Ivoiriens	354	390
Africains non ivoiriens	9	16
Etrangers non africains	29	28

RAPPORTS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

SIGECCO
23, avenue Chardy
01 BP 1328
Abidjan 01

ERNST & YOUNG - CCCA
5, avenue Marchand
01 BP 2715
Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

CFAO CÔTE D'IVOIRE, S.A.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1999

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1999, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la CFAO Côte d'Ivoire, S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

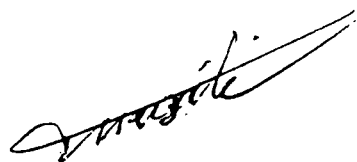
Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

SIGECO

ERNST & YOUNG - CCCA



Bernard N'Dabian Kroah Bilé
Associé



Christian Marmignon
Associé

Le 15 mai 2000

SIGECO
23, avenue Chardy
01 BP 1328 - Abidjan 01

ERNST & YOUNG - CCCA
5, avenue Marchand
01 BP 2715 - Abidjan 01
S.A. au capital de FCFA 12.000.000
R.C.C.M. Abidjan 7118

CFAO CÔTE D'IVOIRE, S.A.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1999

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Contrat de location

Administrateurs concernés : Les sociétés DOMAFI, COTAFI, GEREFI.

Nature et modalités : Location auprès de la société SARI d'un local comprenant des entrepôts, des bureaux et un hall d'exposition, moyennant un loyer trimestriel de FCFA 2,650 millions.

2. Rémunérations de membres du conseil d'administration

Administrateurs concernés : Messieurs Kouassi et Mathieu.

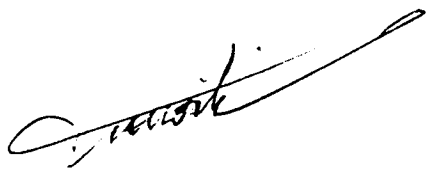
Nature et modalités : Allocation attribuée à un administrateur et rémunération de fonction de direction générale attribuée au Président du conseil d'administration et directeur général.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux Comptes

SIGECO

ERNST & YOUNG - CCCA



Bernard N'Dabian Kroah Bilé
Associé



Christian Marmignon
Associé

ETATS FINANCIERS

DE LA

CFAO COTE D'IVOIRE

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse :	01	BP	2 114	ABIDJAN	01
N° d'identification fiscale :	0100432 G	Exercice clos le :	31/12/99	Durée (en mois) :	12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AB	Frais d'établissement et charges à répartir	17 345 553		17 345 553	43 352 176
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	38 664 637	22 694 881	15 969 756	8 501 382
AG	Fonds commercial	164 085 031		164 085 031	163 585 031
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	107 679 244		107 679 244	107 679 244
AK	Bâtiments	956 788 131	485 718 547	471 069 584	534 584 584
AL	Installations et agencements	765 173 091	385 543 847	379 629 244	376 732 896
AM	Matériel	1 125 282 563	586 632 799	538 649 764	562 026 073
AN	Matériel de transport	409 187 692	226 138 673	183 049 019	41 076 754
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	69 440 160		69 440 160	69 440 160
AS	Autres immobilisations financières	27 252 346		27 252 346	30 211 462
AW	(1) dont H. A. O. : Brut Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	3 680 898 448	1 706 728 747	1 974 169 701	1 937 189 762

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse : 01 BP 2 114 ABIDJAN 01
 N° d'identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	3 680 898 448	1 706 728 747	1 974 169 701	1 937 189 762
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H. A. O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises	9 451 895 872	568 789 208	8 883 106 664	9 212 489 720
BD	Matières premières et autres Approvisionnements				
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	1 418 474 961		1 418 474 961	116 534 935
BI	Clients	14 557 624 972	3 510 945 127	11 046 679 845	14 492 573 891
BJ	Autres créances	1 831 944 641	35 948 877	1 795 995 764	1 080 015 527
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	27 259 940 446	4 115 683 212	23 144 257 234	24 901 614 073
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser	101 689 955		101 689 955	31 877 252
BS	Banques, chèques postaux, caisse	301 221 917		301 221 917	1 162 785 418
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	402 911 872		402 911 872	1 194 662 670
BU	Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	31 343 750 763	5 822 411 959	25 521 338 807	28 033 466 505

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse : 01 BP 2 114 ABIDJAN 01
 N° d'identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	5 563 960 000	5 563 960 000
CB	Actionnaires capital non appelé -		
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	1 314 215 292	1 314 215 292
CE	Ecart de réévaluation	221 695 824	221 695 824
CF	Réserves indisponibles	163 987 647	153 508 366
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau + ou -	683 608 351	762 700 013
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 002 980 226	209 585 619
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement		
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	8 950 447 340	8 225 665 114
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	2 083 500 000	1 612 499 997
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	133 412 000	73 816 000
DE	(1) dont H. A. O. : 70 000 000		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	2 216 912 000	1 686 315 997

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse : 01 BP 2 114 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total ressources stables	11 167 359 340	9 911 981 111
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
DI	Clients, avances reçues	894 464 827	1 434 809 659
DJ	Fournisseurs d'exploitation	2 515 026 370	4 882 551 293
DK	Dettes fiscales	1 257 226 411	2 522 841 069
DL	Dettes sociales	45 679 305	106 148 851
DM	Autres dettes	307 042 459	176 635 121
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	5 019 439 372	9 122 985 993
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	910 882 158	1 380 252 346
DR	Banques, crédits de trésorerie	6 400 000 000	5 500 000 000
DS	Banques, découverts	2 023 657 937	2 118 247 055
DT	TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	9 334 540 095	8 998 499 401
DU	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	25 521 338 807	28 033 466 505

COMPTE DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 1/4

COMPTE DE RESULTAT

nationalité sociale de l'entreprise : CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

01 BP 2 114 ABIDJAN 01
Identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	31 632 894 825	35 025 868 540
- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)	346 772 921	-237 940 126
Achats de matières premières et fournitures liées		
- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)		
Autres achats	307 222 833	379 114 047
- Variation de stocks (- ou +)		
Transports	310 441 005	299 799 055
Services extérieurs	2 645 440 564	2 840 718 466
Impôts et taxes	311 614 111	297 425 575
Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	1 339 010 155	1 841 954 967
Charges de personnel (1)	2 716 021 234	2 814 674 527
(1) dont personnel extérieur		
(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
Dotations aux amortissements et aux provisions	412 354 269	326 154 594
Total des charges d'exploitation	40 021 771 917	43 587 769 645
(Résultat d'exploitation voir TR)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse : 01 BP 2 114 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises	38 204 248 798	41 928 708 122
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	6 224 581 052	7 140 779 708
TC	Ventes de produits fabriqués		
TD	Travaux, services vendus	2 469 225 114	2 279 941 827
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)	
TF	Production immobilisée		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	2 469 225 114	2 279 941 827
TH	Produits accessoires	7 10 580 663	631 912 202
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	41 384 054 575	44 840 562 151
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	1 598 387 593	509 075 311
TN	VALEUR AJOUTEE	6 089 045 754	4 902 696 938
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 373 024 520	2 088 022 411
TS	Reprises de provisions	60 587 000	7 564 000
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	43 043 029 168	45 357 201 462
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	3 021 257 251	1 769 431 817
	Bénéfice (+) : Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : CFAO Côte d'Ivoire

Signe usuel :

Adresse : 01 BP 2 114 ABIDJAN 01

d'identification fiscale : 0100432 G Exercice clos le : 31/12/99 Durée (en mois) : 12

Ref.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
PW	Report Total des charges d'exploitation	40 021 771 917	43 587 769 645
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	1 369 230 378	1 428 042 455
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		5 380 000
SF	Total des charges financières	1 369 230 378	1 433 422 455
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	41 391 002 295	45 021 192 100
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	236 070 125	664 124 528
SL	Charges H.A.O.	82 999 628	7 168 020
SM	Dotations H.A.O.	70 000 000	
SO	Total des charges H.A.O.	389 069 753	671 292 548
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	507 630 900	244 147 105
SS	Total participation et impôts	507 630 900	244 147 105
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	42 287 702 948	45 936 631 753
	(Résultat net voir UZ)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

CFAO Côte d'Ivoire

Sigle usuel :

Adresse :

01

BP

2 114

ABIDJAN

01

N° d'identification fiscale :

0100432 G

Exercice clos le :

31/12/99

Durée (en mois) :

12

éf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
W	Report Total des produits d'exploitation	43 043 029 168	45 357 201 462
UA	ACTIVITE FINANCIERE		
IC	Revenus financiers	6 610 471	6 517 738
ID	Gains de change		
UE	Reprises de provisions		406 338 397
	Transferts de charges		
JF	Total des produits financiers	6 610 471	412 856 135
IG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-1 362 619 907	-1 020 566 320
JH	Total des produits des activités ordinaires	43 049 639 639	45 770 057 597
II	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -)	1 658 637 344	748 865 497
UJ	(1) dont impôt correspondant 580 523 070 262 102 924		
JK	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UL	Produits des cessions d'immobilisations	241 043 535	372 385 069
UM	Produits H.A.O.		3 774 706
JN	Reprises H.A.O.		
	Transferts de charges		
JO	Total des produits H.A.O.	241 043 535	376 159 775
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	-148 026 218	-295 132 773
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	43 290 683 174	46 146 217 372
JZ	RESULTAT NET	1 002 980 226	209 585 619
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

TABLEAU DE REPARTITION DES BENEFICES

	EXERCICE		
	1999	1998	1997
Résultat net après impôt	1 002 980 226	209 586 619	926 948 229
Report à nouveau antérieur	683 608 351	762 700 013	683 309 435
Résultat à affecter	1 686 588 577	972 285 632	1 610 257 664
Réserve légale	100 298 023	10 479 281	46 347 411
Dividendes	556 396 000	278 198 000	801 210 240
Report à nouveau	1 029 894 554	683 608 351	762 700 013
Dividendes brut par action	500	250	720

RECEIVED

PROJET DES TEXTES DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté la fusion des cabinets « ERNST & YOUNG » et « Commissaire aux comptes et Conseils associés » précédemment Commissaires aux comptes titulaires, déclare approuver la nomination comme deuxième Commissaire aux Comptes titulaire la Société SIGECO pour une durée de six ans. Son mandat prendra fin lors de l'établissement de son rapport sur les comptes de l'exercice qui se clôturera le 31 décembre 2005.

L'Assemblée accepte également la désignation de Monsieur THIEMELE Yao Djué en remplacement de Monsieur N'DABIAN Kroah Bilé, démissionnaire, précédemment Commissaire aux comptes suppléant.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale après avoir entendu :

- La lecture du conseil d'administration sur l'activité de la société durant l'exercice 1999 et sur les comptes,
- Le rapport du Commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission au cours du dit exercice,

approuve les comptes de l'exercice tels qu'ils lui sont présentés faisant ressortir un bénéfice de 1.002.980.226 francs CFA.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir constaté que le résultat à affecter s'établit comme suivant :

- Bénéfice de l'exercice	1 002 980 226
- Report à nouveau bénéficiaire	<u>683 608 351</u>
- Bénéfice disponible	1 686 588 577
- Réserve légale	<u>100 298 023</u>
- Bénéfice distribuable	1 586 290 554
- Dividendes	556 396 000
A reporter à nouveau	1 029 894 554

décide de mettre en distribution un dividende brut global de 556 396 000 FCFA ce qui fait désormais apparaître au bilan, un compte report à nouveau de 1 029 894 554 francs CFA.

Ainsi, chacune des 1 112 792 actions composant le capital social bénéficiera d'un dividende brut de 500 F soit après déduction de l'IRVM, un dividende net de 450 FCFA.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 1 des statuts de la manière suivante :

«Article premier – Forme :

Il est formé par les propriétaires des actions ci-après créés, et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société anonyme à Conseil d'Administration régie par l'Acte Uniforme OHADA sur le droit des Sociétés Commerciales et du GIE, les lois et règlements en vigueur en République de Côte d'Ivoire et par les présents statuts.»

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes, déclare approuver ledit rapport.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus aux administrateurs pour leur gestion et aux commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mission durant l'exercice 1999.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'administration de la Société DOMAFI pour six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire se tenant au cours de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2005.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée prend acte du non renouvellement du mandat d'administrateur de M. Henri KOUASSI et le remercie pour le travail accompli pendant toute la durée de sa mission.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir tous dépôts et publications prescrits par la loi.
